

Cycle « [Re]politiser l'écologie, un champ de bataille ! »

Source : <http://www.rencontredescontinents.be/Repolitiser-l-ecologie-c-est-toujours-un-champs-de-bataille-Les-traces.html>

**(RE)POLITISER
L'ÉCOLOGIE,
UN CHAMP
DE BATAILLE !**



Les traces de l'atelier du 20-06-2019

« Histoire et actualité des stratégies dans les mouvements écologiques »

Titre de l'atelier : transition, Bisounours ?

Les participants s'interrogent sur la réelle force de changement que représentent les initiatives de « transition », mises en place par des groupes de citoyens.

Ces initiatives fonctionnent en circuits fermés et n'ont pas l'ambition de remettre en cause structurellement le fonctionnement de la société et elles dépendent généralement de financements extérieurs. Elles doivent donc « rendre des comptes » et n'ont pas d'envergure ou d'ambition « politique ».

La méthodologie d'animation de l'atelier consiste à répondre à trois questions :

Quelle est la situation problématique de départ ?

Quelle situation idéale souhaitons-nous atteindre ?

Comment y parvenir ?

Situation problématique : pas de réelle liberté de parole ni d'indépendance d'action si nos initiatives dépendent financièrement de pouvoirs publics ou d'autres financements.

Situation idéale : devenir propriétaires de toutes les ressources et moyens nécessaires pour garantir une totale liberté de parole et d'action.

Moyens pour y parvenir : en garantissant l'autonomie alimentaire, énergétique et financière des projets de « transition », et en appliquant cette démarche « micro autonomiste » à l'ensemble du secteur associatif, par la mutualisation des ressources et des savoir-faire.

L'idée est donc de transposer les initiatives « inter citoyennes » à l'échelon « inter associatif ».

Ce qui nécessite un inventaire de l'ensemble des ressources existantes et une politisation de toutes les couches de la société.

« Il faut développer un discours qui réenchante ».

En fédérant les ressources existantes, on reprend de la liberté d'agir, entendue dans le sens « d'autonomie et d'émancipation », afin de permettre une sortie collective du système.

Il ne faut pas non plus dénigrer les petites initiatives, parce qu'avec un changement d'échelle, il y a un risque d'une nouvelle capture du pouvoir → questionnement : est-il nécessaire de vouloir le changement à grande échelle ?

L'idée est plutôt de favoriser le réseautage : décroisonner plutôt que fusionner.

Un constat est relevé : aujourd'hui, les engagements prennent la forme de défenses « corporatistes », invisibilisant l'objet contre lesquels ils ont été fondés, à savoir le capital.

Comment toucher les citoyens à la marge pour constituer un « peuple unitaire » qui pourrait renverser le système ?

Une question que nous devons nous poser : à quoi sommes-nous prêts à renoncer ?

Les classes moyennes détiennent une série de privilèges qu'il faut conscientiser pour y renoncer et affilier celles et ceux qui sont le plus impactés par les crises économique e environnementale.

Lors du débat du 19-6, le « rendez-vous raté » avec les gilets jaunes a été évoqué.

Comment rattraper cet échec ?

Il faut accepter de céder du pouvoir à celles et ceux qui sont à la marge.

À commencer par la composition des CA de nos associations : combien d'entre eux sont ouverts à ds administrateurs issus des classes populaires ?